

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 14/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU**

54 AV DE L ATLANTIQUE

--

53000 Laval

Références : 2025-361\_INSP\_RAP\_FC\_PIGEON GRANULATS L-A « La Barbée »  
Code AIOT : 0100000431

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU implanté Chemin de la Barbée -- 72200 Bazouges Cré sur Loir. L'inspection a été annoncée le 21/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU
- Chemin de la Barbée -- 72200 Bazouges Cré sur Loir
- Code AIOT : 0100000431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière, d'une superficie de 70 ha 65 a 01 ca, est autorisée pour une durée de 25 ans.

Il s'agit d'une carrière de sables « alluvions anciennes de basse et de très basse terrasse », extraits par une pelle hydraulique totalement en fouille noyée. L'exploitation du site ne nécessite pas l'utilisation d'explosifs.

Le pétitionnaire prévoit également une activité de traitement des matériaux sur le site, ainsi que la mise en place d'une activité de transit et négoce, sur une surface totale d'environ 50 000 m<sup>2</sup>.

La carrière s'étend sur une superficie totale de 70 ha 65 a 01 ca, dont 54 ha 89 a 90 ca dédiés aux extractions de matériaux.

### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 1.2.3	Demande d'action corrective	6 mois
4	Aménagement et conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 4.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 6.2.7.1	Demande d'action corrective	6 mois
8	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 6.2.9.2	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 2.3.1	Sans objet
3	Patrimoine, paysage et milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 3.2.1	Sans objet
5	Aménagement et conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 4.1.4	Sans objet
6	Aménagement et conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 4.1.5	Sans objet
9	Prévention des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 6.5.4	Sans objet
10	Dispositions	Arrêté Préfectoral du 07/11/2024,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	diverses	article 8.1.2	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, 4 demandes d'actions correctives ont été formulées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Principaux équipements connexes des installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont notamment présents au niveau de l'établissement : • une piste d'accès à la carrière enrobée sur 50 mètres environ ; • un pont bascule disposée pour le pesage des poids-lourds ; • un bassin de lavage pour les roues des camions avant le pont-bascule ; • un bungalow avec accueil au niveau du pont-bascule ; • un vestiaire et un réfectoire pour le personnel de la carrière ; • une aire étanche reliée à un séparateur à hydrocarbures sur la plateforme de traitement ; • un transformateur ; • une installation de lavage des sables et des graviers ; • trois bassins de décantation récupérant l'ensemble des eaux circulant sur la zone d'extraction et les eaux de lavage des sables et des graviers chargées en fines argileuses ; • un bassin d'eaux claires permettant d'alimenter l'installation de lavage des sables et des graviers ; • des bandes transporteuses des matériaux entre la zone d'extraction et l'installation de traitement Les matériaux extraits sont soit traités par l'installation de traitement sur le site de la Barbée ou par celle du site de la Suzerolle. Durant l'exploitation de la carrière, le 20/80 sera envoyé vers le site de la Suzerolle pour être concassé, soit 5 à 10 % du volume extrait. Il n'y a pas de concasseur sur le site de la Barbée. D'autres équipements nécessaires à l'exploitation des installations autorisées peuvent être présents en compléments de ceux précédemment listés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate le jour de la visite l'absence de la majorité des éléments cités ci-dessus et devant se trouver au niveau de l'établissement.</p> <p>L'exploitant indique que le montage de "l'usine" sera effectif d'ici la fin du premier semestre 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection rappelle la nécessité de retrouver dans l'établissement l'ensemble des éléments évoqués à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral et de les installer dans les conditions prévues dans le dossier de demande d'autorisation déposé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement : • les dates de levé, • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • l'emplacement des bornes (y compris celles de nivellement) ; • les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ; • les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois, fronts d'excavation et de remblayage ainsi que stockage de déchets d'extraction ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille, des remblais, des stockages de déchets d'extraction et des stocks ; • la position des ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou un plan complémentaire : • les zones en cours d'exploitation ; • les zones exploitées en cours de remise en état ; • les zones remises en état et la nature de la remise en état effectuée ; • les éventuels secteurs en eau ; • les zones particulières de préservation (zones humides, liées à la biodiversité,...) ; • la localisation des installations (traitement des matériaux, transit, bassins, aire de ravitaillement...) et les stocks de matériaux dont les produits finis ; • la localisation des pistes, clôtures et accès (le cas échéant, les chemins menant notamment aux différents secteurs de la carrière) ; • les cours d'eau, fossés, voies ou chemins publics limitrophes.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant présente en séance son plan d'exploitation en date du 7 janvier 2025. Ce dernier contient les informations réglementairement requises.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Patrimoine, paysage et milieu naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Intégration dans le paysage
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les aménagements paysagers prescrits par le présent arrêté sont conservés et entretenus jusqu'au terme de l'autorisation d'exploiter. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. L'exploitant réalise un suivi visuel régulier de son site afin de s'assurer de sa bonne intégration paysagère. Une double haie en bordure de la RD 323 sur 1600 mètres est étoffée, replantée et entretenue. Une plantation d'arbres est réalisée à l'est du site, sur 0,6 ha, en direction des habitations les plus proches du bourg de la commune déléguée de Bazouges sur le Loir. La mise en place de merlons périphériques autour de la zone d'extraction permet d'isoler visuellement la carrière par rapport au château de la Barbée et aussi de limiter les émissions</p>

sonores et de poussières vers l'extérieur du site. Les merlons suivent le phasage d'exploitation prévisionnel pour isoler visuellement la zone d'excavation et sont composés de stériles de découverte ou de terres végétales, de 2 à 3 mètres de hauteur. Après extraction de la zone, ces matériaux sont réutilisés directement pour la remise en état de la carrière. Lors de l'extraction des matériaux, la pelle est directement protégée par le merlon périphérique qui sert d'écran visuel. La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 8 mètres.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate le jour de la visite la présence de la double haie etoffée en bordure de la route départementale. La mise en place de merlons périphériques autour de la zone d'extraction permet d'isoler visuellement la carrière par rapport au château de la Barbée et aussi de limiter les émissions sonores et de poussières vers l'extérieur du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Aménagement et conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Panneaux de signalisation et d'information du public
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de mettre en place sur la voie d'accès au chantier d'extraction de matériaux un panneau indiquant en caractères apparents : • son identité (raison sociale et adresse de l'exploitant), • la référence de l'autorisation (numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation), • l'objet des travaux, • l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Le panneau est en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables. L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaires, en périphérie du site : • des panneaux interdisant l'accès du public au site, • des panneaux avertissant des dangers du site.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate à l'entrée du site un panneau qui contient les informations réglementairement requises. L'exploitant indique que le plan général de circulation sera réalisé en janvier 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection rappelle alors la nécessité de le mettre en place au plus vite notamment afin d'avertir des dangers du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 5 : Aménagement et conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès aux installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'accès au site se fait par la RD 323 via un aménagement dédié de type carrefour en T conforme aux plans présents en annexe. Cet aménagement comporte une interdiction du mouvement de tourne-à-gauche depuis la DR 323 vers la carrière en venant de la commune de la Flèche. L'accès aux voiries publiques est aménagé, en accord avec le service gestionnaire compétent et la municipalité concernée, de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. L'exploitant assure l'entretien courant de ces aménagements durant l'exploitation. L'accès et ses aménagements sont entretenus et permettent en quittant le site, une bonne visibilité des usagers des voies publiques. L'exploitant demande formellement aux transporteurs desservant la carrière de ne pas emprunter d'itinéraire traversant le centre ville de la commune de Durtal. L'aménagement de l'accès ne fait pas obstacle à l'écoulement des eaux pluviales. L'écoulement des eaux pluviales doit, s'il y a lieu, faire l'objet d'aménagements afin de limiter le ruissellement sur les voies publiques. Toute disposition est prise afin de rendre possible l'accès des engins de secours à partir de la voie publique.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate la réalisation de l'aménagement dédié de type carrefour en T conforme. L'obligation pour les transporteurs de ne pas passer par le centre-ville de Durtal est formalisé selon l'exploitant. L'inspection constate également que l'aménagement de l'accès à la carrière ne fait pas obstacle à l'écoulement des eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Aménagement et conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 4.1.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Interdiction d'accès et clôture
<b>Prescription contrôlée :</b>  Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit, sauf exceptionnellement aux personnes autorisées par l'exploitant. Dans ce cas, l'exploitant définit et prend les mesures ad'hoc nécessaires pour assurer la préservation de l'environnement et la sécurité des personnes et des biens. L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Un affichage explicite et lisible indiquant les risques associés est présent et positionné de façon à être nécessairement visible. Le danger est notamment signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de chargement de matériaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. En particulier, la zone en exploitation est entièrement ceinturée par des clôtures et/ou des merlons. Au besoin, l'interdiction de monter sur les stockages de matériaux, de fines (boues) et les risques associés (ensevelissement en particulier) sont signalés par des panneaux visibles, explicites et judicieusement placés. L'accès aux zones à risque de noyade, lorsqu'elles existent, est limité par la présence de clôtures ou à minima au moyen d'obstacles matériels et

<p>signalé par des panneaux. Des bouées ou gilets de sauvetage adaptés aisément accessibles sont présents sur le site lorsque du personnel (y compris sous-traitants) est présent dans la carrière. Les bassins de décantation et le bassin des eaux claires sont équipés de moyens permettant aux personnes de s'en extraire. Les voies d'accès sont munies de barrières tenues fermées en dehors des heures d'exploitation. Ces barrières sont positionnées avec un recul, de telle sorte qu'un éventuel véhicule poids-lourd en attente de leur ouverture ne stationne pas sur la voie publique. Si ces barrières constituent également l'accès aux activités de tiers, la convention prévue à l'article 2.1.3 du présent arrêté peut permettre leur ouverture en dehors des heures d'exploitation, dans des conditions qu'elle précise. Les clôtures et barrières sont solides, efficaces et régulièrement entretenues.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate la présence d'une clôture efficace sur la partie centrale de l'établissement. Deux agriculteurs ont l'autorisation exceptionnelle de rentrer sur le site. Le document d'autorisation exceptionnelle signé le 03/04/2025 est consulté le jour de la visite et n'appelle pas d'observations particulières de l'inspection.</p> <p>Une bouée aisément accessible est présente sur le site lorsque du personnel (y compris sous-traitants) est présent dans la carrière.</p> <p>Les voies d'accès sont munies de barrières tenues fermées en dehors des heures d'exploitation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 6.2.71</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3 bassins de décantation de 270 m<sup>2</sup> chacun au minimum sont mis en place en amont de la zone d'extraction. Ils sont connectés en série, réceptionnent l'eau d'égouttage des matériaux extraits et l'eau issue du lavage des matériaux sur la station de transit. L'étanchéité des bassins est assurée grâce aux fines de lavage riches en argiles qui s'accumuleront progressivement sur 1 m d'épaisseur au cours des premiers mois d'exploitation. La position de ces bassins évolue au gré de l'avancée de l'extraction. Les anciens bassins de décantation sont progressivement remblayés par les matériaux inertes extérieurs utilisés pour le remblayage partiel de la fosse d'extraction. En sortie des bassins de décantation, les eaux sont canalisées jusqu'au bassin d'eaux claires d'un volume minimal de 16 000 m<sup>3</sup> et d'une profondeur de 3 m, localisé à proximité de l'installation de traitement, au niveau de la base vie. L'étanchéité de ce bassin est assurée par une géomembrane. Ce bassin alimentera l'installation de lavage de sables et de graviers, avec un débit maximal de 400 m<sup>3</sup>/h. L'opération de lavage des sables et des graviers s'effectue en circuit fermé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que ces bassins de décantation n'ont pas été mis en place.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de les disposer conformément aux dispositions de</p>



l'article 6.2.71 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 6.2.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un réseau de 6 piézomètres convenablement positionnés dans le plan horizontal (recherche du sens d'écoulement des nappes, des passages préférentiels des eaux...) comme en profondeur visant à rendre compte de l'influence de l'exploitation de la carrière sur les eaux souterraines. L'implantation des piézomètres figure sur le plan ci-dessous. Les piézomètres existants susceptibles d'être détruits par les travaux d'extraction doivent, si tel est le cas, être remplacés par un nouvel ouvrage positionné à proximité dans une zone non exploitée afin de poursuivre la surveillance des eaux souterraines. Tout nouvel ouvrage doit être déclaré conformément aux règles en vigueur prévues par le code de l'environnement et le cas échéant le code fluvial. L'exploitant procède à un suivi analytique semestriel de la qualité des eaux souterraines au niveau des 6 piézomètres sur les paramètres suivants : DCO, indice hydrocarbures, phosphate, chlorures, COT, fluorures, sulfates, phénols, métaux (Sb, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Co, Hg, Pb, Mo, Ni, Se, V, Zn), HAP, PCB, BTEX Une mesure du niveau piézométrique est réalisée lors de chaque suivi analytique. Les résultats de ces contrôles et les conclusions apportées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Si l'exploitant est à l'origine d'un rabattement notable de la nappe affectant l'alimentation en eau de riverains, par des puits ou forages, il recherche à ses frais une solution de remplacement pour le riverain. Un suivi piézométrique semestriel des puits particuliers est mis en place en amont et en aval hydraulique de la carrière. Un dispositif de comptage est installé sur la pompe servant à réaliser l'appoint du bassin d'eaux claires. Un suivi au moins mensuel des volumes prélevés est assuré et conservé dans un registre. En période d'étiage, la surveillance des volumes prélevés est renforcée et l'exploitant assure un suivi hebdomadaire des volumes prélevés dans le milieu naturel. La surveillance des eaux souterraines définie par le présent article est poursuivie au moins jusqu'à l'échéance du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente en séance le dernier rapport de suivi piézométrique en date du 23 avril 2025. Selon les informations précisées dans le rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le niveau d'eau dans l'ensemble des piézomètres reste en augmentation depuis la dernière campagne de mesures d'octobre 2024.</li> <li>- les eaux souterraines possèdent un pH neutre à légèrement acide et une conductivité qui traduit une minéralisation importante, hormis pour le Pz6. Leur température est globalement homogène. Des traces de métaux ont été trouvées sur l'ensemble des piézomètres , en concentrations faibles et disparates. Le bureau d'études note l'absence d hydrocarbures, de composés volatiles (BTEX) et de PCB et la présence de faibles traces de HAP.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'inspection rappelle qu'un dispositif de comptage devra être installé sur la pompe servant à réaliser l'appoint du bassin d'eaux claires. Un suivi au moins mensuel des volumes prélevés devra être assuré et conservé dans un registre. En période d'étiage, la surveillance des volumes prélevés doit être renforcée et l'exploitant devra assurer un suivi hebdomadaire des volumes prélevés dans le milieu naturel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 9 : Prévention des émissions sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 6.5.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait réaliser, à ses frais, une mesure des niveaux et émergences sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement sur une période représentative d'activité. Les mesures d'émergence sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches, sous réserve de leur accord formel. En cas d'impossibilité justifiée de réaliser ces mesures, l'évaluation du niveau d'émergence se fait par une simulation calculée à partir des niveaux sonores mesurés en limite de propriété face à la zone à émergence réglementée concernée. Une mesure acoustique doit être réalisée dans les meilleurs délais après le début des travaux d'exploitation de la première phase d'exploitation, afin d'établir de façon précise l'exposition du voisinage au bruit. Le cas échéant, des dispositifs de protection acoustiques sont mis en place. La périodicité minimale des mesures est de 1 an. La localisation des emplacements de mesure prévus figurent sur le plan joint en annexe. Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant met en œuvre dans les plus brefs délais les actions correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires et renouvelle les mesures des émergences et niveaux sonores aux points de mesures concernés. Il en informe également l'inspection des installations classées.

##### **Constats :**

L'exploitant présente en séance les résultats de la campagne de mesures des émissions sonores effectuées sur le site le 31/07/2025.

Les niveaux sonores aux points de mesure ZER 1 et ZER 3 , situés à proximité des habitations les plus proches ainsi qu'en limite ouest et est du site, sont conformes au niveau limite admissible de 70 dB(A) défini par l'arrêté préfectoral.

Les émergences mesurées sont également inférieures aux seuils réglementaires.

Les mesures réalisées aux lieux-dits situés à proximité du site révèlent des dépassements de tonalité sur les bandes de tiers d'octave. Cependant, au regard de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, la durée d'apparition est inférieure à 30% de la durée de la mesure en période de fonctionnement du site sur ces deux points.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 10 : Dispositions diverses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2024, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Comité local de concertation et de suivi
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant crée un comité local de concertation et de suivi et organise au moins une fois par an une réunion à laquelle sont conviés au moins des représentants des habitants riverains, des élus de la commune de Bazouges-Cré-sur Loir, des élus du Pays Fléchois, des élus des communes de Durtal et Les Rairies, du CPIE Vallées de la Sarthe et du Loir et des exploitants agricoles concernés, pour notamment leur présenter le rapport annuel cité à l'article 8.1.1. Le préfet et l'inspection des installations classées sont informés de la tenue de cette réunion et peuvent y participer. L'exploitant établit un compte rendu de chaque réunion, qui est transmis aux membres du comité et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Suivant les circonstances ou à la demande d'une des parties prenantes, des réunions supplémentaires peuvent être organisées.
<b>Constats :</b>  La réunion sera organisée d'ici la fin de l'année selon l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite